

# Quinze jours dans la vie de « Madame »

Agathe Habyarimana est la veuve du président rwandais, assassiné le 6 avril 1994. Dévote et discrète, elle réside depuis plus de dix ans en banlieue parisienne. Elle n'a qu'une envie : se faire oublier. Mais comment les rescapés pourraient-ils oublier « Madame » ? Elle les a terrifiés, elle les terrifie encore. Après des années d'indifférence, la justice française les a entendus. « Madame » a aujourd'hui bien des tracas. Par Maria Malagardis

**J**e suis au Rwanda, à quelques kilomètres de la ville de Gisenyi, au bord du lac Kivu. L'endroit s'appelle Kigufi : ce n'est même pas un village, juste une petite crique, enfouie sous une végétation luxuriante.

Et voici la villa que je cherche. Elle appartenait à un homme important, un de ceux qui prirent part au génocide. Quelques jours avant que ne débute l'extermination, des gens puissants se rassemblèrent dans cette maison pour déjeuner.

Parmi eux, une femme : Agathe Habyarimana, la veuve du président rwandais assassiné le 6 avril 1994. Elle est aujourd'hui réfugiée en France. Qui est-elle réellement ? Depuis plusieurs mois, j'essaye de le découvrir. J'ai lu des dizaines de témoignages archivés par la justice et protégés par le secret. J'ai interrogé d'innombrables témoins. Et buté sur les mystères de cette épouse, qui ne se livre jamais.

Mais il y a cette grande maison au bord du lac. Et aussi ce déjeuner. Deux pièces d'un puzzle qui m'ont conduite ici, dans ce décor de paradis, seize ans après le génocide.

La villa est désormais abandonnée. Les vitres sont brisées, la rouille mange le fer forgé de la terrasse. Dans le silence des lieux, on peut fermer les yeux et revoir la scène, deviner les rires des convives lors de ce déjeuner.

Nous sommes le dimanche 3 avril 1994. Le matin, les cloches du couvent voisin des sœurs bénédictines ont célébré Pâques. Sur la terrasse, ils sont nombreux à se retrouver. Parmi les invités, il y a Madame et son mari, le président Habyarimana. Mais aussi leur fille aînée, Jeanne. Son époux, directeur d'une société de travaux publics. Et le secrétaire général de l'ancien parti unique, proche de Madame. Également un banquier, financier de la famille...

Tous sont venus à la villa avec leur conjoint, leurs enfants aussi. Ils ont été accueillis par leur hôte, Alphonse Higaniro, un extrémiste. Directeur d'une usine d'allumettes, il a écrit voici plus d'un an au chef de l'Etat pour lui faire part de « quelques idées brutes ».

Sur la terrasse, des limonades sont servies. Les enfants gazouillent, les adultes prennent des photos. Boissons et brochettes grillées ornent la grande table. Il y a des rires, des murmures, des apartés. L'ambiance est familiale, le clan se retrouve.

# L'HISTOIRE À VIF MADAME

Ce clan soudé, les Rwandais l'ont baptisé «Akazu». Le mot signifie «petite maison». Selon une dépêche confidentiel-défense adressée à Paris en 1991, il désigne le cercle «détenteur exclusif de tous les pouvoirs». Parmi ses membres «connus et honnis des populations», se «distingue», précise la dépêche, Madame. L'épouse du Président est au cœur de la toile. Depuis des années, ses frères, cousins et proches tissent son influence. Agathe a 52 ans.

Avant de se rendre au déjeuner de la villa, Madame a prié. Dévote, elle ne manque jamais une messe. «Elle était très pieuse», me dit Innocent, un de ses anciens gardes du corps. Innocent précise: «A chaque fois qu'on la conduisait en voiture, elle sortait son chapelet et se mettait à prier à voix haute.»

Un ancien soldat de la garde présidentielle n'a pas oublié cette trêve pascale. Le clan était préoccupé, se souvient-il: «D'habitude, après la messe de Pâques, la famille du Président offrait à boire aux militaires qui les accompagnaient. Mais rien de tel ce dimanche-là.»

## PAS DE POLITIQUE À LA MAISON

À droite et à gauche de la villa maintenant décrépite, s'étendent les bâtiments en brique du monastère occupé par les sœurs bénédictines. Elles sont toujours là. Leurs silhouettes se dessinent sur l'impeccable pelouse, qui borde le lac. Je m'approche. Une jeune religieuse, presque agressive, clôt tout de suite la discussion: «Ce qui s'est passé ici en 1994? On n'en parle pas... Qui peut vous parler de cette peur avec laquelle on vivait? Un génocide, c'est impossible à raconter.»

Dans ses mémoires, publiés en 2004, le général canadien Roméo Dallaire, un des rares Occidentaux présents tout au long des cent jours du génocide, évoque ce mois d'avril 1994: «En ce jour de Pâques, les extrémistes, les modérés, les simples villageois et les fervents pratiquants étaient tous à l'église et chantaient la résurrection du Christ [...] Exactement une semaine plus tard, ces mêmes bons chrétiens deviendraient des meurtriers et des victimes, et les églises des lieux où se commettraient de sauvages actes de boucherie, planifiés avec soin.»

Depuis des mois, la tension ne cesse de monter. Des caches d'armes sont découvertes. Il y a des assassinats, des attaques à la grenade. Une radio privée, baptisée Mille Collines, attise les peurs en diffusant à flots continus de lourdes menaces.

La radio est-elle allumée dans la villa? On ne sait. Mais ce dimanche, comme chaque jour depuis des semaines, les animateurs de Mille Collines entretiennent le soupçon, affirment avoir découvert un

complot. Et font mine de s'interroger sur le sort des Tutsis: «Le jour où le peuple va s'élever et qu'il ne voudra plus de vous, qu'il vous haïra à l'unisson et du fond de son cœur, quand vous lui inspirerez la nausée, je me demande par où vous vous échapperez.»

Dans la villa, tous sont au courant, bien sûr. D'une manière ou d'une autre, ils sont liés à Radio Mille Collines. Elle est leur création, l'une de leurs armes. Ils la soutiennent, mais ils ont peut-être trop à se dire pour l'écouter...

Ils attendent en effet le représentant du secrétaire général de l'ONU. L'homme, un diplomate camerounais, a insisté pour rencontrer le Président en urgence. Il doit lui délivrer, a-t-il dit, un message important. La demande a été acceptée. «Le Président m'a reçu à déjeuner chez un de ses collaborateurs», écrira-t-il.

On imagine le convoi du représentant du secrétaire général des Nations unies se faufiler sur les petites routes jusqu'à la villa du bord du lac Kivu. À quelle heure y arrive-t-il? Le diplomate ne le précise pas. Il se contente de noter que «nous n'avons pas tenu de séance de travail à proprement parler». Juste «une conversation à bâtons rompus» avec le Président «en présence de son épouse et de plusieurs autres personnes».

«Son épouse»? Madame? Agathe Habyarimana a toujours affirmé «ne jamais parler politique à la maison».

## UN LONG DIMANCHE, DÉCIDÉMENT

Quand il quitte les bords du lac Kivu pour regagner Kigali, la capitale, le diplomate est songeur. Cédant à ses arguments, le président rwandais a accepté de se rendre à une conférence cruciale en Tanzanie. Mais cette décision, il l'a bien sentie, a suscité la colère des autres convives.

«Nous ne nous laisserons pas faire, monsieur le Président», s'est écrié le secrétaire général de l'ancien parti unique. Madame le considère «comme son fils», note un proche.

Ce dimanche de Pâques est, décidément, un long dimanche. Les cloches ont sonné, le pays a prié, la villa s'est maintenant vidée. Les uns et les autres rentrent chez eux. Radio Mille Collines diffuse encore un message: «Le 3, 4 et 5 avril, les esprits vont s'échauffer. Le 6, il y aura un répit, mais une petite chose pourrait se produire. Puis le 7 et le 8 et les autres jours d'avril, vous verrez quelque chose.»

\*\*\*

À Kigali, la capitale, Venantia Mukagasare décide ce dimanche de se séparer de ses enfants les

Venantia est tutsie.  
Et, depuis peu, inquiète.  
Elle a vu cet homme sur  
la route, un domestique  
de la présidence. Il lui a  
fait ce geste, rapide : celui  
de quelqu'un qu'on égorge.

plus âgés, qu'elle envoie se cacher chez des proches en ville.

Venantia habite à quelques pas de la résidence présidentielle, dans une petite maison en terre enfouie sous les bananeraies. C'est une paysanne, une veuve, mère de neuf enfants. Elle est tutsie. Et, depuis peu, inquiète.

Ces derniers jours ont été étranges. D'abord, il y a eu ce tract glissé sous la porte : « *Turi muri vacance* » (« Nous allons vous tuer pendant les vacances »). Puis cette pierre lancée contre la fenêtre. A-t-elle été jetée par un des gardes présidentiels qui campent devant sa parcelle ? Depuis peu, et sans explication, ils ont installé une sorte de barrière entre sa maison et celle du Président.

Voici deux jours aussi – c'était le vendredi saint –, alors qu'elle rentrait de la messe, elle a vu cet homme sur la route. Elle le connaissait : c'est un domestique de la présidence. Il la fixait, immobile. Et quand elle est arrivée à sa hauteur, il a fait ce geste, rapide : celui de quelqu'un qu'on égorge.

\*\*\*

La résidence présidentielle, construite en 1980, est située un peu à l'écart de Kigali. A leur retour du lac Kivu, le Président et son épouse s'y installent. Ils y passent la nuit et la matinée du lundi de Pâques, férié au Rwanda.

Aujourd'hui transformée en musée, la résidence n'accueille que de rares visiteurs. Dans le bâtiment désert et silencieux, il reste peu de meubles : une table basse à pieds d'éléphant ici, quelques placards blancs en nacre là, des coffres-forts épars...

Tutsie, Goretti était la camarade de classe de l'une des filles de Madame. Dans les années 1980, elle est souvent venue à la résidence. Agathe, « l'épouse », se souvient-elle, servait du sirop à la menthe dans le grand salon. Goretti ne se sentait pas mal à l'aise en sa présence : « *C'était une maman comme les autres.* » La résidence était aussi, dit-elle, « *comme les autres.* »

Les yeux d'enfant de Goretti se sont-ils jamais attardés sur la quinzaine de panneaux en bois qui ornent les colonnes blanches de cette vaste pièce ?

Ils représentent des scènes glorifiant la vie du pays des mille collines : des paysans aux champs, des femmes avec leurs bébés ou en train de servir la bière traditionnelle, des artisans, des potiers... Mais pas le moindre éleveur avec ses vaches, pourtant omniprésentes dans les campagnes.

« *C'est, euh, sûrement à cause de l'idéologie de l'époque, la vache était assimilée aux Tutsis* », avance le guide, gêné. Invisibles sur les panneaux, les Tutsis n'ont longtemps pas été considérés comme de « vrais Rwandais ».

#### DISPUTES CONJUGALES

Le couple présidentiel a grandi au nord du pays, au milieu de hautes collines humides et sombres, à une cinquantaine de kilomètres du lac Kivu. A Rambura, la maison de Madame n'était distante que de cinq cents mètres de l'église austère à l'ombre de laquelle a grandi son mari. Aujourd'hui encore, Agathe domine le décor : à chaque coin de colline, on devine la maison de ses frères et cousins.

C'est là, dans ce « *bastion hutu* » comme l'on disait, que le couple s'est formé.

« *En épousant Agathe, le Président a fait un beau mariage. Elle a un lignage très ancien, ce qui compte au Rwanda. Pouvoir énumérer une longue liste d'ancêtres est un signe de noblesse et de puissance. Sa famille possédait également beaucoup de terres, contrairement au Président qui était le fils d'un catéchiste, installé sur les terrains de la paroisse* », explique Christophe Mfizi, haut fonctionnaire et proche de la présidence à l'époque.

En 1992, il publie une lettre ouverte dans laquelle il dénonce publiquement un « *système politico-mafieux* », maître du pouvoir. La nébuleuse est dominée, affirme-t-il, par Agathe et son clan. Il doit fuir à l'étranger.

Plus tard, il précisera le fonctionnement du « *système* » : « *Les ordres étaient donnés individuellement à l'occasion de fêtes privées, des mariages et des anniversaires organisés dans les résidences du Président. Une manière d'assemblée générale qui ne dit pas son nom, d'autant plus que d'autres invités servent de couverture.* »

En fin de matinée, ce 4 avril 1994, le Président s'envole pour le Zaïre, où il rencontre son homologue, le maréchal Mobutu. Son épouse, Agathe, reste à Kigali. Le chef de l'Etat revient le soir même. Avec Madame, il reçoit à nouveau le représentant du secrétaire général de l'ONU. Du poisson frit est servi au dîner. Le diplomate complimente « l'épouse », restée une « *femme simple* ». Elle sert elle-même à table et sait se montrer « *discrète* », dit-il.



# L'HISTOIRE À VIF MADAME

Ce même soir, dans la capitale, un cousin d'Agathe participe à un dîner offert par le bataillon sénégalais des casques bleus. Directeur de cabinet du ministre de la Défense, le colonel Théoneste Bagosora est un membre imminent du clan. Le banquet se tient à l'hôtel Méridien. L'ambiance est détendue, le colonel se lâche.

Le commandant des troupes de l'ONU, le général Dallaire, raconte la scène dans ses mémoires: «*Bagosora s'est mis à répéter la vieille rengaine voulant que les Tutsis essayent d'exercer une hégémonie sur toute la région des Grands Lacs [...] D'une voix avinée, il a prétendu que la seule manière de s'occuper des Tutsis était de les éliminer complètement, en les éradiquant de la carte.*»

Ancien de la garde rapprochée du Président, le caporal Senkeri Salathiel n'a pas oublié ces premiers jours d'avril. «*Le chef de l'Etat était au courant des rumeurs sur son assassinat. Peu de temps auparavant, nous avions renforcé sa sécurité*», dit-il. Le garde du corps cultive aujourd'hui une parcelle de terre dans le nord du pays. «*Nous étions sous les ordres directs du secrétaire particulier du Président, Elie Sagatwa. Depuis quelques mois, celui-ci était toujours sombre, énervé, et nous redoutions ses colères.*»

Elie Sagatwa, le secrétaire particulier, est un «*frère*» – en réalité, un cousin proche – d'Agathe. Comme l'incontournable Séraphin. Ou Protais, «*Monsieur Z*», son seul vrai frère...

«*Depuis longtemps, les frères encadraient la sœur comme une petite fille. Le chef de l'Etat se savait sous*

*surveillance mais, à la fin, il montrait qu'il n'appréciait pas*», note un journaliste.

«*Tout le monde savait que le couple présidentiel se disputait. Parfois, le Président était même violent. Son épouse partait alors se réfugier chez son cousin, l'archevêque de Kigali*», témoigne Martin Mateso, ancien rédacteur en chef de la télévision rwandaise.

## DANS LE CIEL DE KIGALI, UNE EXPLOSION

Aux premières heures du 6 avril, le caporal Senkeri Salathiel est à l'aéroport. Le garde du corps doit accompagner le Président à un important sommet. Le chef d'état-major se présente sans être attendu, explique que le colonel Bagosora lui a dit «*la veille*» de «*venir*». «*Le Président s'est tourné vers son secrétaire particulier et lui a soudain intimé l'ordre de monter dans l'avion*», se rappelle le caporal.

A 20 h 30, la délégation est de retour sur Kigali. En approche finale, le pilote de l'avion, un Français, contacte la tour de contrôle. Des missiles sont tirés. L'avion explose. Juste au-dessus de la résidence présidentielle.

Jean-Luc, l'un des fils du Président, vient de sortir de la piscine. Sa mère Agathe est dans la maison. Les débris de l'avion leur tombent littéralement dessus. Le corps du Président chute dans un massif de fleurs, face à la baie vitrée du salon privé de Madame. Celui de son médecin écrase une voiture dans le garage. D'autres corps disloqués tombent dans le jardin.



« J'étais habitué au bruit de l'avion de mon père, j'ai tout de suite réalisé qu'on venait de le descendre », expliquera Jean-Luc, entendu par la justice. Le fils précise : « Je n'ai pas voulu dire tout de suite la réalité à ma mère, j'ai attendu une vingtaine de minutes. »

Agathe l'épouse ne peut ignorer les lueurs qui illuminent en pleine nuit son jardin. Est-elle sous le choc ? « En entendant le bruit de l'avion qui explosait, j'ai pris peur et je suis tout de suite montée dans la chapelle pour prier », raconte-t-elle sur procès-verbal.

#### MADAME, DEVENUE VEUVE, EN SON REFUGE

Dans la résidence, l'entrée de la chapelle est masquée, comme un passage secret, par une paroi pivotante, encastrée dans un mur sculpté en bois du Congo. Derrière, un escalier sombre et étroit mène sous la charpente du toit. La chapelle est là, protégée des regards.

À côté, il y a une petite pièce, à l'allure de salon de coiffure pour dames. À peine plus loin, un réduit sans fenêtres tapissé de moquette verte. Le vert est un signe de protection. Bien que catholique et pratiquant, le couple présidentiel s'est entouré depuis longtemps de devins, voyants ou guérisseurs.

C'est là, derrière la paroi, dans ce labyrinthe secret, que Madame, devenue veuve, se réfugie. Elle est bientôt rejointe par les siens.

Jean-Luc, le fils, entendu par la justice, raconte la scène : « Vers 20h 45, je suis retourné à l'intérieur de la maison, pour voir ma mère, mes sœurs et mes cousins. [...] On s'est alors tous rendus à la chapelle et j'ai dit à maman : "Pour papa, je pense que c'est fini." Elle n'arrivait pas à le croire. »

Le fils d'Agathe ressort ensuite pour aider à la recherche des corps. Il a une réaction un peu curieuse : « Je ne sais pas ce qui m'a pris pour aller chercher un appareil photo dans la maison. »

Il prend des clichés des corps déchiquetés et met un point d'honneur à ne pas pleurer. Aux militaires, nombreux à accourir, Jean-Luc veut montrer qu'il « tient le coup ». Parmi ces militaires, un Français, le colonel Grégoire de Saint-Quentin, instructeur du bataillon parachutiste.

Les troupes de l'ONU sont interdites d'accès, les abords sont verrouillés. La capitale se couvre de barrages.

\*\*\*

Les voisins immédiats de la résidence présidentielle sont les premiers tués. Dix familles sont

« Vers 20h 45, je suis allé à la maison. On s'est tous rendus à la chapelle. J'ai dit à maman : "Pour papa, je pense que c'est fini." Elle n'arrivait pas à le croire. »

assassinées. Dont celle de Venantia, cette femme qui, le dimanche de Pâques, s'était décidée à cacher ses enfants les plus âgés.

Venantia meurt avec trois de ses jeunes enfants dans la nuit du 6 avril. Un gamin parvient à se cacher. « Mon petit frère a été découvert le lendemain et tué dans notre maison », raconte Chantal, l'une des survivantes.

Chantal est aujourd'hui une jeune femme de 35 ans à la beauté fragile. Elle faisait partie des aînés, envoyés loin en ville par leur mère. Des années durant, elle a recueilli des témoignages. Pour reconstituer les faits. « Ce sont les militaires et les domestiques de la résidence, avec l'aide de quelques miliciens, qui les ont tués », dit-elle.

Chantal n'a aucun doute : « Le périmètre était surveillé, les gardes présidentiels campaient devant notre parcelle. Les meurtriers ne pouvaient agir sans l'accord de ceux qui se trouvaient dans la résidence. »

\*\*\*

Les corps retrouvés dans le jardin présidentiel sont transportés l'un après l'autre dans le salon de la résidence, transformé en « chapelle ardente ». L'archevêque de Kigali, ce cousin chez qui Madame trouvait refuge quand elle se disputait avec son époux, arrive accompagné de deux sœurs du Président, toutes deux religieuses. Messes et prières s'élèvent dans la nuit.

Suzanne Seminega connaît Madame depuis l'enfance. Elle se rend à la résidence pour présenter ses condoléances à la famille. Suzanne est morte en 2008, mais elle a raconté à son amie Scholastique. « Elle avait été choquée en arrivant sur place : au lieu de trouver une femme éplorée, elle a vu Agathe dicter au téléphone une liste de noms, de gens à éliminer. Agathe citait des opposants politiques, dont madame le Premier ministre qui sera assassinée quelques heures plus tard. »

Un autre témoin, ancien membre du clan, affirmera au Tribunal pénal international pour le Rwanda qu'Agathe et son frère « Monsieur Z » dressent dans la nuit « une liste de hauts dignitaires » à éliminer.

Un ancien directeur de banque, proche également d'Agathe, l'accuse sur procès-verbal « d'avoir

*personnellement donné l'ordre d'assassiner* » la Premier ministre.

Ces témoignages et accusations ne sont recoups par aucune preuve ou ordre signé. Ils ne sont, toutefois, démentis par aucun signe d'apaisement qu'aurait pu publiquement exprimer la première dame du pays.

Les leaders de l'opposition sont assassinés dans la nuit. Le cousin de Madame, le colonel Bagosora, s'empare des rênes du pays. Le clan prend le pouvoir.

## « BÉATRICE, C'EST ELLE »

Au petit matin du 7 avril, deux jeunes femmes se présentent à la résidence. Jeanne et Marie-Claire sont les filles du médecin personnel du Président, qui était aussi dans l'avion. Elles sont introduites dans le salon transformé en « *chapelle ardente* ».

Interrogées par les enquêteurs militaires belges, Jeanne et Marie-Claire décrivent une assemblée unie en des prières mêlant appels au meurtre et encouragements aux tueurs. D'emblée, Agathe la veuve leur ordonne de ne pas pleurer car « *les ennemis seraient contents* ». Peu après, elle déclare « *qu'il faut la consulter avant de prendre une décision* ».

Privées d'eau supposée « *empoisonnée* » et un peu bousculées, les deux jeunes femmes racontent longuement les coups de fil passés en tous sens dans un climat frénétique. Elles disent comment « *toute la famille se réjouissait lorsqu'on venait annoncer la mort de tel opposant* ».

Ce même 7 avril, les convives du déjeuner de Pâques sur les bords du lac Kivu ne restent pas inactifs. Alphonse Higanro, le propriétaire de la villa, le directeur de l'usine d'allumettes, donne personnellement l'ordre d'assassiner ses voisins: l'assistant médical du monastère, sa femme et leurs enfants... Le secrétaire général de l'ancien parti unique – qui avait assuré « *Nous ne nous laisserons pas faire* » – est accusé d'avoir ordonné, « *pour donner l'exemple* », de tuer l'enfant eu d'une maîtresse tutsie.

Quelques heures plus tard, Paul, un cousin de Madame, se présente à l'orphelinat Sainte-Agathe. Située dans le quartier de Masaka, l'institution est depuis longtemps placée sous le patronage direct de la première dame.

Quand Paul arrive, tous les employés sont rassemblés dans une salle commune. Ils le connaissent bien: il est le chauffeur de l'orphelinat. Mais ce matin, la garde présidentielle l'accompagne. Il est également secondé par les employés dont l'embauche fut imposée voici deux mois à la direction

de l'orphelinat. Ce sont des miliciens. Paul est membre d'un parti extrémiste qui prône l'élimination du problème tutsi. Selon plusieurs témoignages, c'est lui qui désigne aux tueurs les assistantes sociales tutsies de l'orphelinat.

« *Béatrice, c'est elle* », dit-il.

« *Alice, c'est elle* », dit-il.

Les jeunes femmes sont aussitôt emmenées dehors et assassinées. Alice, supposée proche de « *l'ennemi* », a droit à « *une mort plus lente* ».

« *Elle avait peur depuis plusieurs mois. Le climat était très lourd à Kigali et à l'orphelinat où l'on recrutait un personnel assez étrange. Alice avait demandé une mutation à la présidente, mais celle-ci avait refusé* », raconte un témoin entendu par les enquêteurs du tribunal international.

Deux jours plus tard, le 9 avril, Agathe et douze membres de sa famille sont évacués du pays par un Transall de l'armée française. Ils sont les premiers à bénéficier d'une opération militaire déclenchée par Paris afin, officiellement, de protéger et évacuer les ressortissants.

Au même moment, les enfants de la Premier ministre, tuée et mutilée à l'aube du 7 avril, sont obligés de se cacher et l'ambassade de France à Kigali refuse d'évacuer ses employés tutsis, qui seront assassinés.

Le lendemain, le 10 avril, l'armée française évacue l'orphelinat Sainte-Agathe. Une soixantaine d'enfants, triés par Paul le chauffeur, sont accompagnés de trente-quatre adultes. Le personnel de l'orphelinat – le seul de Kigali à être évacué – ne compte pas plus d'une vingtaine de personnes. Encore aujourd'hui, Paris refuse de dévoiler l'identité des accompagnateurs.

Entendu par les enquêteurs du Tribunal pénal international, un témoin accuse: « *Pour la plupart, les enfants qui sont partis sont des orphelins hutus, originaires du Nord. La responsable de l'orphelinat avait reçu l'ordre d'Agathe Habyarimana de ne pas prendre les orphelins tutsis. Car, tôt ou tard, ils allaient grandir et pouvoir attaquer le Rwanda.* »

Damas Gisimba est un Hutu, il est aussi un juste. Pendant le génocide, il a caché et protégé au prix de sa vie quatre cents personnes. Il n'a aucun doute: « *Il est absolument impossible que les massacres qui ont eu lieu à l'orphelinat Sainte-Agathe, et en particulier ceux des jeunes employées tutsies, se soient déroulés sans l'accord de la femme du Président.* »

Damas connaissait bien l'orphelinat Sainte-Agathe: « *Avec mon propre orphelinat, nous étions parmi les plus grosses institutions de ce type. Je m'y suis souvent rendu et j'ai pu constater combien l'en-*



*droit était discrètement protégé par les militaires. Ils étaient aux ordres de l'épouse du Président, c'est elle qui contrôlait.»*

#### **SŒUR ÉDITH, QUI DISPARAÎT**

Madame est depuis le 9 avril à l'abri à Bangui, la capitale de Centrafrique où Paris a une base militaire permanente. Que fait-elle? Mystère.

Mais juste après son arrivée, elle rencontre la directrice de son orphelinat. Sœur Edith passe deux jours en transit à Bangui. La religieuse polonaise s'adresse en larmes à la veuve:

*« Comment ont-ils pu faire ça ? Les militaires ne pouvaient ignorer qu'il s'agissait de votre orphelinat !*

*– On ne peut pas leur en vouloir, ils étaient en colère »,* répond Agathe, qui enjoint à la sœur de se taire.

Sœur Edith est l'une des très rares, parmi les Occidentaux, à n'avoir jamais accepté de répondre à une demande d'interview. A son retour en France, elle s'installe à Redon, dans le Loiret. Elle revoit au moins une fois Madame, venue lui rendre visite. Puis, elle disparaît en Pologne. *« Quand les enquêteurs ont voulu l'interroger, ils se sont heurtés à un veto du Vatican »,* assure un ancien employé du tribunal international.

Le 11 avril, les enfants de la Premier ministre assassinée atterrissent en France. L'Elysée ne veut pas de leur présence. Après une rapide négociation avec Genève, ils sont refoulés en Suisse.

Le 12 avril, les orphelins de Sainte-Agathe et leurs accompagnateurs arrivent à leur tour en France. Ils sont discrètement accueillis.

Le lendemain, François Mitterrand décide, en conseil des ministres restreint, de recevoir Madame en France. Agathe arrive le 17 avril à Paris. Tout est prévu pour son accueil. L'Elysée lui adresse un bouquet de fleurs. Pour l'aider à s'installer, un budget de 200 000 francs (30 000 euros) d'allocation est débloqué, au titre de l'aide aux réfugiés.

Deux mois plus tard, alors que le génocide se termine, François Mitterrand reçoit une délégation de Médecins sans frontières. En ce 14 juin, il a déjà décidé de lancer l'opération militaro-humanitaire Turquoise. Il en annoncera le déclenchement le 18 juin, il lui faut convaincre de ses intentions.

A la délégation de médecins, le président français parle de la veuve et glisse dans un souffle : *« Elle a le diable au corps. Si on la laissait faire, elle continuerait à lancer des appels au meurtre sur les ondes. »* ❖❖❖

*(XXI a en sa possession la copie de tous les documents cités)*

